

20260921 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2026/09/21/mineurs-isoles-la-metropole-de-lyon-ferme-des-places-dhebergement-fin-septembre/>

Mineurs isolés : la Métropole de Lyon supprime des places d'hébergement

Les « Stations », des dispositifs offrant des places d'hébergement d'urgence destinées aux mineurs isolés en recours, vont prendre fin. Le premier lieu fermera dès le 30 septembre. Les associations s'insurgent contre cette décision et craignent la constitution de nouveaux campements à Lyon.

Marine Moine



Mercredi 16 septembre, les manifestants ont défilé contre la fermeture du dispositif des stations à Lyon.

« Milan, Rockefeller : gardons les stations », scande un manifestant devant les locaux de la « Station », toujours habitée par une dizaine de jeunes filles, place de Milan (Lyon 3^e), mercredi 16 septembre. À ses côtés, une centaine de personnes, venues protester contre la fermeture du dispositif d'hébergement d'urgence, s'agglutinent.

Selon les militants sur place, le premier bâtiment fermera ses portes le 30 septembre. Une information que Rue89Lyon a pu confirmer par ailleurs. Créé en 2020 par les Écologistes, alors à la tête de la Métropole de Lyon — désormais dans l'opposition –, le dispositif ne survivra pas à l'arrivée de la nouvelle majorité de droite.

Géré par l'association Le Mas, ce dispositif expérimental cofinancé par la préfecture du Rhône et la Métropole de Lyon est composé de deux centres d'hébergement d'urgence : à Milan et Rockefeller (Lyon 8^e). Ils mettaient à disposition 102 places pour les jeunes migrants en recours dans l'attente que leur minorité soit examinée devant un juge (lire ci-dessous).

Un dispositif rare

Le dispositif des stations permet d'accompagner et d'héberger de jeunes migrants, considérés comme majeurs en arrivant sur le territoire, en recours devant un juge des enfants pour être reconnus comme mineurs. Particulièrement vulnérables et victimes d'un statut administratif flou, ceux-ci finissent souvent sans-abri.

Lancé en 2020 avec la création de la station Milan, le dispositif a permis l'accueil d'un plus grand nombre de jeunes avec l'ouverture d'un deuxième centre d'hébergement d'urgence – la station Rockefeller – en 2022.

Une deuxième fermeture cet hiver

Depuis mi-juin, la fermeture s'organise à bas bruit. Plus aucune admission n'a lieu dans les deux stations. Les jeunes garçons du centre d'hébergement de Milan ont tous été transférés dans celui de Rockefeller.

Des éléments qui laissent planer la fermeture effective de l'ensemble du dispositif. Si la date exacte à laquelle la station Rockefeller fermera ses portes n'est pas confirmée, elle devrait avoir lieu dans les six prochains mois, d'après les informations de Rue89Lyon.

Lire aussi sur Rue89Lyon

- ∞ [À Lyon, un rare dispositif d'aide aux mineurs isolés menacé par un retrait de financements](#)
- ∞ [La ville de Lyon va reloger les mineurs isolés du campement des Chartreux](#)

Ni la Métropole de Lyon, ni la préfecture n'ont encore communiqué à ce sujet. Comment seront pris en charge les jeunes en recours quand le dispositif n'existera plus ? Rien n'est acté.

Aucune communication officielle

Un flou que déplore Frédéric Geai, coordinateur régional de Médecins du Monde. « Il y a peut-être des choses en cours de discussion, mais nous, on n'en a pas connaissance et on aimerait le savoir », peste-t-il, en suivant la foule de manifestants.

« Nous, on n'a plus de contact », souffle Sébastien Gervais, du collectif Soutiens/Migrants Croix-Rousse, une fois le cortège arrivé devant les locaux de la Métropole de Lyon.

Malgré une demande de rendez-vous auprès de la Métropole, envoyée fin juillet, aucune date n'a été proposée à Médecins du monde à ce jour. À deux semaines de la fermeture du premier lieu.

« À cette heure, nous pouvons simplement vous dire que les discussions avec les collectivités sont encore en cours », se contente de nous répondre la préfecture du Rhône, contactée par mail. Également contactée, la Métropole de Lyon n'a pas répondu à nos sollicitations avant la publication de l'article.

Si cette fermeture devrait permettre à la collectivité de faire 700 000 euros d'économie par an, Sébastien Gervais ne croit pas à une simple décision budgétaire. Pour lui, c'est avant tout un choix politique. « Il n'y a aucune autre raison (à la fermeture) au vu des finances de la Métropole », estime-t-il.

Mineurs isolés à Lyon : vers de nouveaux campements ?

Les conséquences de cette décision risquent d'être lourdes. Les nouveaux mineurs qui arriveront à Lyon vont être condamnés à vivre à la rue.

Une situation que déplorent les Écologistes. « On ne comprend pas la rationalité de cette décision. Au-delà des convictions politiques et du fait de vouloir flatter leur électorat, c'est idiot sur le plan de la santé publique et de la prévention des risques », tempête Renaud Payre, ancien vice-président de la Métropole au Logement. Plus qu'un hébergement d'urgence, les

stations étaient pensées pour fournir une forme de suivi médical et d'accompagnement, insiste le chef du groupe d'opposition.

Alors que la Ville de Lyon, toujours gouvernée par les Écologistes, a trouvé une solution temporaire pour la centaine de mineurs survivant au campement des Chartreux (Lyon 4^e), pour Sébastien Gervais, c'est inévitable : « Il y aura forcément un nouveau campement. »

À lire sur Rue89Lyon

[Dossier] [Au campement des Chartreux, la vie suspendue de jeunes exilés](#)

Peu de solutions pour les jeunes filles à la rue

« On voit bien les conséquences de ces lieux de vie sur la dégradation de la santé des jeunes. Plus le jeune reste longtemps dans un campement à la rue, plus sa santé physique et mentale se dégrade », témoigne Frédéric Geai, régulièrement déployé sur les campements.

Quant aux jeunes filles vivant (pour l'instant) toujours place de Milan, peu d'issues leur sont proposées. D'après les informations de Rue89Lyon, si aucune solution ne venait à être trouvée, les jeunes filles pourraient être transférées au même endroit que les jeunes garçons, dans la station Rockefeller.

Selon les chiffres de l'association Le Mas et de la Métropole, entre 75 et 80 % des jeunes accompagnés sont reconnus mineurs à l'issue de leur recours. « Une décision comme celle-ci revient à laisser des enfants à la rue », conclut Frédéric Geai. Des données qui n'ont rien d'anecdotique quand on sait que la protection de l'enfance est une compétence de la Métropole.